

Suisse

Suisse-Europe

Vingt ans plus tard, Franz Blankart relance l'idée d'une adhésion à l'EEE

Le négociateur en chef de l'EEE relance le débat après des mois d'impasse avec l'Union européenne

Fabian Muhieddine

A 75 ans, il connaît toujours son dossier. Et l'ancien secrétaire d'Etat Franz Blankart l'a prouvé hier. Invité à l'Université de Lausanne par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, le négociateur en chef de l'EEE (l'Espace économique européen) pour la Suisse a livré son analyse sur les relations avec l'Union européenne.

Petite pique pour commencer. Franz Blankart est revenu sur le passé, assurant que Christoph Blocher n'était pas la «cause principale» de l'échec de la votation populaire de 1992. Et d'accuser le Conseil fédéral, en citant l'exemple de sa mauvaise communication lorsqu'il a annoncé au peuple suisse l'objectif de l'adhésion à l'EEE. «A la fin de la dernière séance de négociation, raconte-t-il, à 3 heures du matin (!), à l'étranger



Franz Blankart s'exprimait hier à l'UNIL, à l'invitation de la Fondation Jean Monnet. PHILIPPE MAEDER

(!), et depuis la salle de presse de la Commission à Luxembourg (!).»

Puis Franz Blankart a détaillé l'impasse de la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE). Il cite trois problèmes: la reprise automatique du droit européen, la sur-

veillance de l'application de ce droit et le règlement des différends. La Suisse essaie de conserver sa souveraineté et refuse toute relation supranationale, a expliqué en substance Franz Blankart, tout en exprimant ses doutes sur l'envie

européenne de poursuivre sur la voie bilatérale.

Mais c'est dans sa conclusion que le discours de l'ancien négociateur prend tout son sens. Il y décrit les alternatives pour la Suisse. L'adhésion à l'UE? «Pas réaliste pour

ma génération, ni pour la suivante». La renonciation à de futurs accords bilatéraux? La Suisse serait automatiquement discriminée, «une solution intenable pour notre pays, dont le commerce avec l'UE dépasse un milliard de francs par jour ouvrable.» Dès lors, Franz Blankart en déduit: «Il n'y a qu'une solution: un EEE adapté à la situation telle qu'elle existe vingt ans après son refus.»

«L'adhésion à l'UE? Pas réaliste pour ma génération, ni pour la suivante»

Franz Blankart, ex-secrétaire d'Etat et négociateur en chef de l'EEE pour la Suisse

Voilà de quoi relancer un débat qui s'enlise depuis que l'Europe réitère son refus de négocier de nouveaux accords. A la Commission de politique extérieure du National, l'idée pourrait même trouver des adeptes. «Il faut effectivement casser les tabous et oser aborder de nouvelles stratégies», lâche Carlo Sommaruga (PS/GE). Mais

pas sûr, selon lui, que la réflexion doive se limiter à l'EEE. «L'EEE serait une bonne solution pour l'économie. Or, il y a deux autres aspects: le social, avec notamment les mesures d'accompagnement, et le pouvoir politique: ne faudrait-il pas participer à l'élaboration des lois européennes? Pour ces deux volets, c'est l'adhésion à l'UE qui pourrait s'avérer nécessaire.»

Des fronts très divisés

De l'autre côté de l'échiquier politique, Oskar Freysinger, vice-président de l'UDC, fulmine rien qu'en entendant l'abréviation EEE: «Ce sont des hypocrites qui n'ont jamais digéré leur défaite de 1992. Voulons-nous vraiment perdre 80% des avantages de notre démocratie directe?» Difficile pourtant de contester que le dossier est dans l'impasse. Quelle solution? «La Suisse doit arrêter de se focaliser sur cette Union européenne qui s'effondre. Elle doit développer les relations multilatérales. Nous avons signé des accords avec le Japon et il reste beaucoup d'autres marchés à conquérir.» Les phrases fusent et les fronts sont très divisés. Pourtant, personne ne semble décidé à empoigner concrètement ce dossier clos par le peuple en 1992.